



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



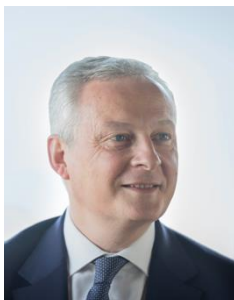
FRANCE22

PRÉSIDENCE FRANÇAISE
DU CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE

Une industrie plus forte pour une Europe plus autonome

Bercy, le 13 janvier 2022

Mot des ministres



Bruno Le Maire
Ministre de
l'Economie, des
Finances et de la
Relance



Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée
chargée de
l'Industrie

Il n'y a pas de souveraineté politique sans souveraineté technologique. Renforcer l'autonomie européenne en s'appuyant sur une industrie plus forte est l'un des enjeux majeurs de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Nous assistons à d'importants basculements géopolitiques mondiaux : concurrence exacerbée de la Chine et des Etats-Unis, pénuries de matières premières, redistribution des chaînes de valeur. Ces défis appellent l'Europe à mieux défendre ses intérêts et à devenir plus autonome politiquement, économiquement et technologiquement. C'est la vision exprimée par le président de la République dans son discours de La Sorbonne en septembre 2017, et cette ambition s'inscrit au cœur de la présidence française de l'Union européenne.

Afin de renforcer son autonomie stratégique, l'une des clés pour l'Europe est de poursuivre la reconquête industrielle. Le continent européen dispose d'immenses atouts en termes de recherche, de talents et de savoir-faire industriel.

Pour créer de nouvelles chaînes de valeur en Europe et renforcer notre autonomie technologique et industrielle, nous allons devoir massivement investir.

C'est pourquoi, avec les autres États membres et la Commission européenne, nous avons posé les bases d'une nouvelle politique industrielle européenne, plus ambitieuse et plus offensive. Dès 2019, nous avons engagé la construction de Projets Importants d'Intérêt Européen Communs (PIIEC), et initié la relocalisation en Europe des chaînes de valeur les plus stratégiques.

La reconquête industrielle européenne est lancée, comme en témoigne le lancement des méga-usines de batteries électriques en France et en Allemagne.

Par ailleurs, l'Union européenne a lancé pour la première fois, en réponse à la crise, un plan de relance européen massif, *Next Generation EU*. Ce plan, articulé avec les plans de relance nationaux des États membres, comme *France Relance*, doit permettre de renforcer le modèle social et économique européen, tout en bâtissant les fondements de notre future croissance et de la création durable d'emplois qualifiés en Europe.

En ce sens, nous avons défini trois priorités pour la présidence française de l'Union européenne, en matière industrielle.

Notre première priorité est l'accélération des investissements dans quatre secteurs stratégiques, à travers le lancement ou l'avancement de quatre PIIEC : hydrogène, électronique, santé et cloud.

Notre deuxième priorité est de définir un cadre qui permette le développement d'une industrie européenne décarbonée et compétitive, face à des concurrents massivement subventionnés par

des aides d'État et peu regardant vis-à-vis de leur impact sur l'environnement.

Enfin, notre troisième priorité, c'est de renforcer notre autonomie dans nos approvisionnements en matériaux critiques.

La conférence « *Une industrie plus forte pour une Europe plus autonome* » est donc tout à fait bienvenue, parce qu'elle aborde l'ensemble de ces enjeux, pour définir nos pistes d'action pour les six mois à venir.

SOMMAIRE

Mot des ministres	2
Introduction	5
Contexte de la conférence	7
Objectifs de la conférence	10
Ordre du jour	11
Liste des intervenants	13

Introduction

La présidence française du Conseil de l'Union européenne

Pour la première fois depuis 14 ans, la France prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) le 1er janvier 2022. Comment fonctionne la présidence du Conseil de l'UE et quel sera le rôle de la France dans ce cadre ?

En quoi consiste la présidence du Conseil de l'Union européenne ?

Une présidence tournante

Chaque État membre assure, par rotation, la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. **Du 1er janvier au 30 juin 2022, c'est la France qui présidera le Conseil de l'UE.** La présidence du Conseil organise les réunions, élabore des compromis, rend des conclusions et veille à la cohérence et à la continuité du processus de décision. Elle veille à une bonne coopération entre tous les États membres et assure les relations du Conseil avec les institutions européennes, notamment la Commission et le Parlement européen.

Qu'est-ce que le Conseil de l'Union européenne ?

Le Conseil de l'Union européenne, qu'on appelle aussi « Conseil des ministres de l'Union européenne » ou « Conseil », réunit les ministres des États membres de l'Union européenne par domaine d'activité. Il est, avec le Parlement européen, le co-législateur de l'Union européenne.

Concrètement, les ministres présideront dix domaines d'activité ou formations du Conseil de l'UE : affaires générales ; affaires économiques et financières ; justice et affaires intérieures ; emploi, politique sociale, santé et consommateurs ; compétitivité (marché intérieur, industrie, recherche et espace) ; transport, télécommunications et énergie ; agriculture et pêche ; environnement ; éducation, jeunesse, culture et sport ; commerce. Par exception, le Conseil des affaires étrangères est présidé par le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, actuellement Josep Borrell.

Le Conseil détient également des compétences en matière budgétaire : il arrête et modifie le budget européen avec le Parlement. Enfin, le Conseil adopte certaines décisions, ainsi que des recommandations non contraignantes, conclut les accords internationaux de l'Union et nomme les membres de certaines institutions (Cour des comptes, Comité économique et social européen, Comité des régions). Les délibérations et les votes du Conseil sur des actes législatifs sont publics.

Dans quel cadre s'inscrit la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) ?

La PFUE s'inscrit dans la continuité des orientations fixées par le Président de la République dans son discours pour une Europe souveraine, unie et démocratique prononcé le 26 septembre 2017 à La Sorbonne. Depuis quatre ans, le Président de la République et le Gouvernement travaillent à construire une souveraineté européenne réelle, c'est-à-dire la capacité de l'Europe à exister dans le monde actuel pour y défendre nos valeurs et nos intérêts. La présidence française du Conseil de l'Union européenne prolongera ce travail pour une Europe plus solidaire, plus souveraine et plus démocratique.

La PFUE répond aux attentes des citoyens, qui les ont exprimées lors de débats citoyens organisés en septembre au sein des 18 régions françaises dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Ce projet, proposé par la France en 2019, a ouvert un nouvel espace de débat avec les citoyens européens. La contribution finale de ces panels citoyens a été remise au Gouvernement à l'automne. Les recommandations formulées par les citoyens, en France et en Europe, nourrissent les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

La PFUE s'articule avec le programme du « trio » des présidences, dans lequel la France inscrit son action. Ce système, qui existe depuis 2009, permet de fixer des objectifs à long terme et de définir les grands thèmes qui seront traités pendant une période de 18 mois. Après la présidence slovène, la France entamera un nouveau cycle et travaillera en trio avec la République tchèque au second semestre 2022 et la Suède au premier semestre 2023.

Près de 400 événements

Au total, près de 400 événements prévus en France et au sein de l'UE rythmeront la présidence : des réunions politiques, une programmation culturelle et des événements citoyens ouverts à toutes et à tous.

➔ Retrouvez toutes les informations sur la présidence française du Conseil de l'Union européenne sur le site officiel et les réseaux sociaux de la présidence :

- Site internet: www.europe2022.fr
- [Facebook](#)
- [Instagram](#)
- [LinkedIn](#)
- [Twitter](#)
- [Youtube](#)
- [Flickr](#)

Le Conseil de l'UE ne doit pas être confondu avec :

- **le Conseil européen** qui réunit les chefs d'État et de gouvernement des Etats membres et définit les orientations et les priorités politiques générales de l'Union européenne. Son président actuel est Charles Michel.
- **le Conseil de l'Europe**, qui est une organisation intergouvernementale constituée de 47 États membres. Créée en 1949, elle a vocation à promouvoir le développement des droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit. Son siège est à Strasbourg et sa secrétaire générale est Marija Pejčinović Burić.

Plus d'informations :

- www.touteleurope.eu
- www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/

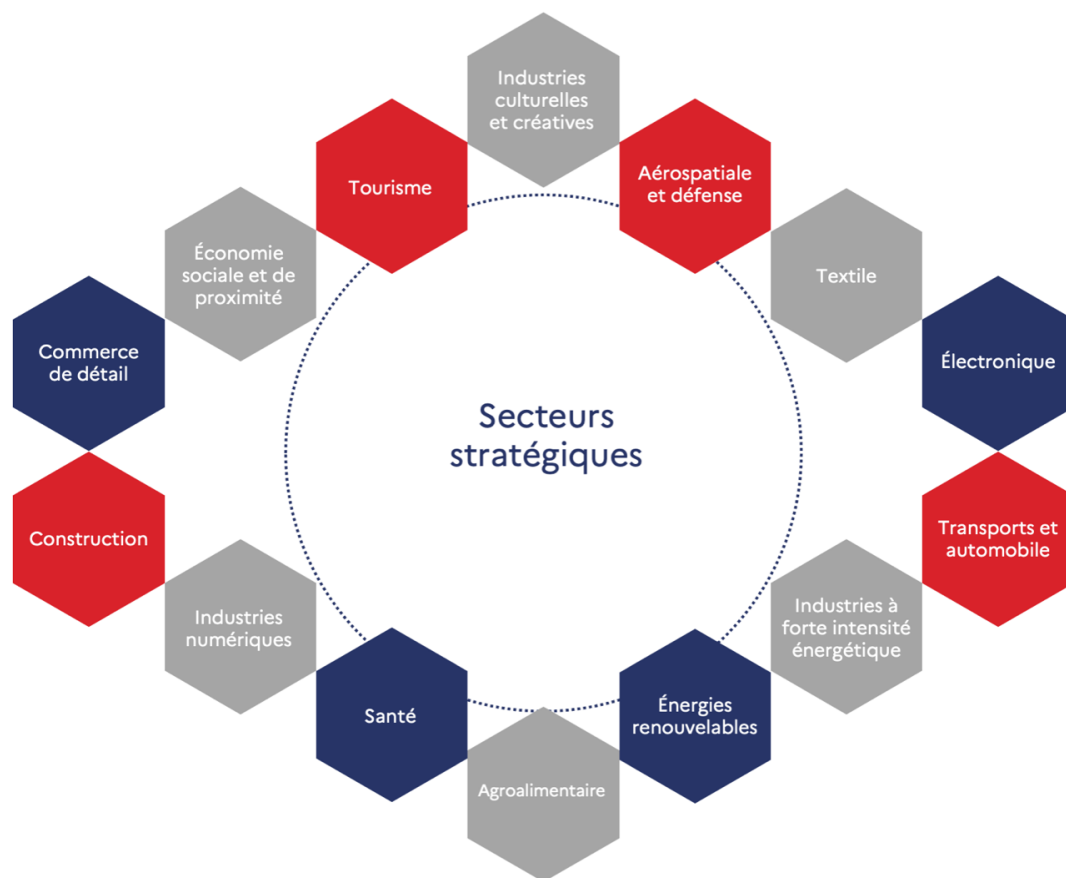
Contexte de la conférence

1. Impact des tensions internationales et crise de la Covid

La montée en puissance des tensions internationales a montré la nécessité, pour l'Union européenne, de réduire sa dépendance aux approvisionnements extérieurs les plus essentiels, susceptibles de se tarir à tout moment en cas de crise géopolitique ou de choc économique majeur.

- **Des secteurs industriels stratégiques**

Comme l'a montré la Commission européenne dans la révision de la [stratégie industrielle européenne de mai 2021](#), l'Union européenne dépend fortement de fournisseurs étrangers pour [137 produits utilisés par les 14 secteurs industriels les plus sensibles](#). Ces **137 produits** représentent près de 6 % de la valeur du total des produits importés en Europe.



De plus, 25% de ces produits, qu'il s'agisse de produits chimiques, de matières premières utilisées dans les industries à forte consommation d'énergie et dans le domaine de la santé, ne peuvent pas être facilement achetés auprès de fournisseurs d'autres pays ou remplacés par une production européenne équivalente.

- **Pénuries de matières premières et faiblesses des chaînes de valeur**

La crise de la Covid a mis en lumière, en 2020, les risques de pénuries d'approvisionnement en produits essentiels dans le domaine de la santé, comme les équipements de protection individuels, les masques faciaux, les dispositifs de ventilation mécanique, les composants nécessaires à la fabrication des vaccins ou encore certains médicaments essentiels comme le paracétamol.

Depuis plusieurs mois, **l'insuffisante disponibilité de produits nécessaires au bon fonctionnement de nos industries**, comme certaines matières premières critiques (lithium, cuivre, cobalt, magnésium, etc) et les semi-conducteurs, complique les conditions et délais de production et de livraison aux consommateurs. Certaines matières premières comme le bois, les matériaux de construction, le blé connaissent également des tensions importantes sur les marchés mondiaux et des hausses de prix significatives.

Enfin, **pour certaines matières premières critiques** essentielles au succès de la **double transition verte et numérique** et au verdissement de nos économies, les **risques de dépendance** sont très marqués: à titre d'exemple, la Chine assure aujourd'hui 60% de la production mondiale et fournit 98 % de la demande européenne en terres rares, qui sont des composants essentiels à la production d'éoliennes. La Chine représente également 60% de la production mondiale de lithium et 80% de la production d'hydroxyde de lithium, essentiels pour la réalisation de batteries pour les véhicules électriques.

2. L'Union européenne a engagé d'importants efforts pour renforcer son autonomie stratégique tout en préservant une économie ouverte

Depuis 2019, pour accroître la résilience de l'industrie européenne et renforcer son autonomie stratégique tout en préservant une économie ouverte, l'Union européenne a engagé des réformes décisives dans de nombreux domaines.

- L'Union européenne a développé ces dernières années les instruments garantissant des règles du jeu plus équitables pour l'industrie européenne, vis-à-vis de nos principaux partenaires et concurrents:
 - ➔ l'adoption du **règlement « filtrage des investissements directs étrangers »** a permis d'éviter, au début de la crise sanitaire, que des opérateurs étrangers acquièrent des start-ups ou des entreprises européennes vitales pour la sécurité de l'Union.
 - ➔ la nomination au sein de la Commission d'un **Directeur Général adjoint au commerce chargé de la mise en œuvre des règles** (« *Chief Trade Enforcement Officer*») permet, au quotidien, de mieux faire respecter les droits des entreprises européennes lorsque celles-ci sont confrontées à des pratiques commerciales déloyales, y compris des restrictions indues aux importations ou aux exportations.
- La Présidence française s'engagera fortement dans la **finalisation des négociations** de deux règlements décisifs:
 - ➔ le **règlement relatif aux marchés publics internationaux** (IPI) visant davantage de réciprocité dans les marchés publics,
 - ➔ le **règlement visant à lutter contre les subventions étrangères** exerçant des effets distorsifs sur le marché intérieur.

Enfin, la Présidence française engagera avec détermination le travail d'examen de nouveaux instruments européens, tel que le **règlement anti-coercition**.

- **L'Union européenne se dote également d'outils de prévoyance et de réaction rapide aux crises**, reposant sur la solidarité, la coordination et l'échange d'informations entre Etats-membres, et sur la force du marché intérieur. C'est l'enjeu, par exemple, dans le domaine sanitaire, de la future Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA). Ce sera également l'objectif du futur instrument d'urgence pour le marché intérieur, que la Commission européenne présentera pendant la Présidence française, qui renforcera la coordination et facilitera notamment la circulation des biens et services entre pays européens en cas de crise majeure.

- **L'Union européenne approfondit son travail d'analyse et de cartographie de ses dépendances et vulnérabilités stratégiques.** La Commission européenne a établi une première base de travail en mai 2021, avec la [cartographie](#) des risques pesant sur **14 domaines ou écosystèmes vitaux pour l'avenir de l'Union européenne**, parmi lesquelles figurent l'aéronautique et la défense, l'électronique, la mobilité et les transports, les industries écono-intensives et les énergies renouvelables, le secteur agroalimentaire, la santé ou encore les industries numériques. La Commission européenne a également réalisé, dans le cadre de cette analyse, un examen en profondeur des vulnérabilités dans six secteurs critiques (matières premières, principes pharmaceutiques actifs, batteries, hydrogène, semi-conducteurs, technologies numériques « cloud » et « edge »). Des analyses complémentaires sont en cours sur de nouveaux secteurs critiques, que la Commission européenne présentera au début de la Présidence française, sur le fondement notamment des travaux conduits par le Forum de l'Industrie, auquel la France participe activement.

3. Un outil pour renforcer l'industrie européenne : les projets important d'intérêt européen commun

Pour relever les défis industriels les plus ambitieux, renforcer son autonomie stratégique et rendre l'Europe plus innovante et verte, **l'Union européenne peut s'appuyer sur un outil européen dédié à la coopération industrielle : le projet important d'intérêt européen commun (PIIEC)**. Un PIIEC est un projet de dimension importante, cofinancé par plusieurs Etats membres, qui peut concerner tous les secteurs d'activité. Il présente plusieurs caractéristiques :

- ➔ Avoir une incidence notable sur la compétitivité de l'Union européenne et la croissance durable
- ➔ Etre d'une taille ou d'une ampleur importante et/ou comporter un niveau de risque technologique ou financier très élevé
- ➔ Répondre à des objectifs européens en associant au moins deux Etats membres et ses bénéfices doivent s'étendre à une partie significative de l'Union

L'objectif des PIIEC consiste donc en **la mise en commun de ressources publiques et la mobilisation d'investissements privés** afin d'être plus efficace ensemble à l'échelle européenne ; les pays membres agissent de façon coordonnée en rassemblant leurs moyens.

Dès 2019, et sous l'impulsion notamment de la France et de l'Allemagne, l'Union européenne s'est engagée dans la construction de PIIEC autour de deux secteurs : **la microélectronique et les batteries**.

La Présidence française du Conseil de l'Union européenne travaillera avec la Commission européenne pour accélérer le lancement et les investissements dans les PIIECs dans quatre secteurs stratégiques : **l'hydrogène, l'électronique, la santé et le cloud**.

Objectifs de la conférence

L'Europe doit continuer à agir avec force et détermination pour renforcer son autonomie stratégique. Ce sera l'un des principaux enjeux de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne durant les six mois de sa présidence.

La conférence « *Une industrie plus forte pour une Europe plus autonome* » sera un moment privilégié pour explorer les outils susceptibles d'être mobilisés et les actions à engager pour permettre à l'UE de renforcer sa résilience et son autonomie stratégique.

Les travaux de cette conférence seront, notamment, directement utiles aux échanges entre ministres européens chargés de l'industrie, qui se réuniront autour de ces thématiques lors du Conseil Compétitivité informel de Lens, le 31 janvier et 1^{er} février prochains.

Au cours de cette conférence, le ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, et la ministre déléguée à l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, et trois personnalités européennes de premier plan, le Vice-Président de la Commission européenne, Maroš Šefčovič, le Commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton et le Président de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) du Parlement européen, Cristian-Silviu Busoi, partageront leurs analyses et leurs propositions sur ces sujets.

- **Le premier panel analysera la stratégie européenne de réponse aux dépendances et vulnérabilités.** Dans une perspective comparative et géopolitique, il s'agira de comprendre les actions engagées par nos grands partenaires et concurrents pour réduire leurs dépendances stratégiques et, parfois, pour renforcer leurs positions dominantes dans certains secteurs clés.

Les panélistes s'interrogeront également sur les moyens à mettre en œuvre et les actions prioritaires à engager pour renforcer la capacité d'analyse stratégique de l'Union européenne. Les panélistes analyseront, dans une perspective de long terme, sur les enjeux de l'innovation de rupture, car les vulnérabilités européennes d'aujourd'hui ne seront pas nécessairement celles de demain. Enfin, les panélistes échangeront sur les capacités d'adaptation et de réaction des industries européennes à la succession continue de crises et/ou de risques de pénuries et de rupture des chaînes de valeur et d'approvisionnement. L'enjeu stratégique pour l'industrie européenne, dans son ensemble, de l'accès aux semi-conducteurs sera abordé dans le cadre de ce panel.

- **Le second panel se penchera sur les actions nécessaires à la sécurisation des approvisionnements européens en matières premières.** Le diagnostic de nos vulnérabilités et dépendances dans ce domaine a bien été posé au cours des derniers mois par de nombreux travaux, et tant les institutions européennes que nationales se sont pleinement saisies de ce sujet. Leurs conclusions sont claires : l'Union doit mieux sécuriser son approvisionnement en matières premières critiques. Le panel tirera, dans ce contexte, un premier bilan des actions engagées par l'Union européenne depuis 2020 et, notamment, des travaux engagés par l'Alliance européenne des matières premières, et discutera des solutions les plus efficaces, en examinant les conditions nécessaires à leur mise en œuvre et à leur succès.
- **Enfin, le troisième panel se penchera sur les outils, à l'instar des PIIEC, et les financements susceptibles d'être efficacement mobilisés ou développés au service des écosystèmes et des secteurs les plus critiques.**

Dans le contexte de la révision du cadre juridique applicable aux PIIEC, le panel examinera : les perspectives de déploiement et d'amélioration de cet outil. Le panel s'interrogera également sur les besoins éventuels de financement des écosystèmes les plus critiques : bilan des difficultés rencontrées, pour quels types d'investissement (R&D, exploration, innovation, production/développement) et pour quel type d'entreprise (start-up, PME en croissance, grande entreprise engagée dans des investissements à risque), rappel des actions déjà engagées par l'UE et perspectives d'amélioration en la matière.

Ordre du jour

Animation de la conférence : **Gaëtane Meslin**

14:00 - 14:20

Discours d'ouverture

Bruno LE MAIRE,
ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance

14:20 - 15:35

Keynote speech

Maros SEFCOVIC,
vice-président de la Commission européenne,
Relations interinstitutionnelles et Prospective

14:35 – 15:45

Première table ronde

« Vers une approche plus stratégique
des vulnérabilités et dépendances européennes ? »

Keynote speech

Kerstin JORNA, directrice générale, DG Grow, Commission européenne

Panel

Belen MARTINEZ CARBONELL, directrice exécutive pour l'agenda global et les relations multilatérales, Service européen pour l'action extérieure

François JACQ, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Peter WENNINK, président-directeur-général, ASML

Sabine KLAUKE, directrice technique, Airbus

Focco VIJSELAAR, directeur général des Entreprises et de l'Innovation, Ministère néerlandais de l'Economie et du Climat

15:45 - 15:55

Pause-café

15:55 - 16:00

Film « Les matières premières critiques : un enjeu pour l'Europe »

16:00 - 17:10

Deuxième table ronde

« Comment réduire les dépendances stratégiques européennes en matières premières critiques ? »

Keynote speech

Bernd SCHÄFER, président de l'Alliance ERMA

Panel

Philippe VARIN, président du Conseil d'administration de Suez
Hildegard BENTELE, députée européenne,

Denis REDONNET, directeur général adjoint /
Chief Trade Enforcement Officer, Commission européenne (DG Trade)
Matti HIETANEN, directeur général, Finnish Minerals Group
Raul BLANCO DIAZ, secrétaire général de l'Industrie et des PME,
Ministère espagnol de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

17:10 - 17:25

Keynote speech

M. Cristian-Silviu BUSOI, président de la Commission ITRE,
Parlement européen

17:25 - 18:35

Troisième table ronde

« Que faire de plus pour les écosystèmes
et filières critiques ? »

Keynote speech

Olivier GUERSENT, directeur général, DG COMP

Panel

Benoît POTIER, président-directeur-général, Air Liquide

Ambroise FAYOLLE, vice-président de la Banque européenne
d'investissement

Dr Mikko HUOTARI, directeur exécutif, MERICS

Fernanda DIAS, directrice générale pour les Activités
économiques,

Ministère portugais de l'Économie et de la Transition numérique

Dr Markus STEILEMANN, président directeur-général, Covestro

18:30 - 19:00

Clôture de la conférence

Thierry BRETON, commissaire européen au Marché intérieur

Agnès PANNIER-RUNACHER, ministre déléguée chargée de
l'industrie

Liste des intervenants

- **Hildegard BENTELE**, députée européenne
- **Raul BLANCO DIAZ**, secrétaire général de l'Industrie et des PME, Ministère espagnol de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme
- **Thierry BRETON**, commissaire européen au Marché intérieur
- **Cristian-Silviu BUSOI**, président de la Commission ITRE, Parlement européen
- **Fernanda DIAS**, directrice générale pour les Activités économiques, Ministère portugais de l'Economie et de la Transition numérique
- **Ambroise FAYOLLE**, vice-président de la Banque européenne d'investissement
- **Olivier GUERSENT**, directeur général, DG COMP
- **Matti HIETANEN**, directeur général, Finnish Minerals Group
- **Dr Mikko HUOTARI**, directeur exécutif, MERICS
- **François JACQ**, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
- **Kerstin JORNA**, directrice générale, DG Grow, Commission européenne
- **Sabine KLAUKE**, directrice technique, Airbus
- **Bruno LE MAIRE**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance
- **Belen MARTINEZ CARBONELL**, directrice exécutive pour l'agenda global et les relations multilatérales, Service européen pour l'action extérieure
- **Agnès PANNIER-RUNACHER**, ministre déléguée chargée de l'industrie
- **Benoît POTIER**, président-directeur-général, Air Liquide
- **Denis REDONNET**, directeur général adjoint / Chief Trade Enforcement Officer, Commission européenne (DG Trade)
- **Bernd SCHÄFER**, président de l'Alliance ERMA
- **Maros SEFCOVIC**, vice-président de la Commission européenne, Relations interinstitutionnelles et Prospective
- **Dr Markus STEILEMANN**, président directeur-général, Covestro
- **Philippe VARIN**, président du Conseil d'administration de Suez
- **Focco VIJSELAAR**, directeur général des Entreprises et de l'Innovation, Ministère néerlandais de l'Economie et du Climat
- **Peter WENNINK**, président-directeur-général, ASML



Contact presse : medias.europe2022fr@dgtresor.gouv.fr